

**L. 20-12-1966 n. 1253**

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione riguardante l'abolizione della legalizzazione di atti pubblici stranieri, adottata a l'Aja il 5 ottobre 1961.**

**Pubblicata nella Gazz. Uff. 30 gennaio 1967, n. 26.**

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione riguardante l'abolizione della legalizzazione di atti pubblici stranieri, adottata a l'Aja il 5 ottobre 1961.
2. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 della Convenzione stessa.

**Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant supprimer l'exigence de la légalisation diplomatique ou consulaire des actes publics étrangers,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

1. La présente Convention s'applique aux actes publics qui ont été établis sur le territoire d'un Etat contractant et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant.

Sont considérés comme actes publics, au sens de la présente Convention:

- a) les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'Etat, y compris ceux qui émanent du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;
- b) les documents administratifs;
- c) les actes notariés;
- d) les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seign privé.

Toutefois la présente Convention ne s'applique pas:

- a) aux documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires;
  - b) aux documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière.
2. Chacun des Etats contractants dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention et qui doivent être produits sur son territoire. La légalisation au sens de la présente Convention ne recouvre que la formalité par laquelle les agents diplomatiques ou consulaires du pays sur le territoire duquel l'acte doit être produit attestent la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.
  3. La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est

revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'article 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document.

Toutefois la formalité mentionnée à l'alinéa précédent ne peut être exigée lorsque soit les lois, règlements ou usages en vigueur dans l'Etat où l'acte est produit, soit une entente entre deux ou plusieurs Etats contractants l'écartent, la simplifient ou dispensent l'acte de légalisation.

4. L'apostille prévue à l'article 3, alinéa premier, est apposée sur l'acte lui-même ou sur une allonge; elle doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Toutefois elle peut être rédigée dans la langue officielle de l'autorité qui la délivre. Les mentions qui y figurent peuvent également être données dans une deuxième langue. Le titre «Apostille (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)» devra être mentionné en langue française.

5. L'apostille est délivrée à la requête du signataire ou de tout porteur de l'acte.

Dûment remplie, elle atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte avec revêtu.

La signature, le sceau ou timbre qui figurent sur l'apostille sont dispensés de toute attestation.

6. Chaque Etat contractant désignera les autorités prises ès qualités, auxquelles est attribuée compétence pour délivrer l'apostille prévue à l'article 3, alinéa premier.

Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou de sa déclaration d'extension. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

7. Chacune des autorités désignées conformément à l'article 6 doit tenir un registre ou fichier dans lequel elle prend note des apostilles délivrées en indiquant:

a) le numéro d'ordre et la date de l'apostille;

b) le nom du signataire de l'acte public et la qualité en laquelle il a agi, ou, pour les actes non signés, l'indication de l'autorité qui a apposé le sceau ou timbre.

A la demande de tout intéressé l'autorité qui a délivré l'apostille est tenue de vérifier si les inscriptions portées sur l'apostille correspondent à celles du registre ou du fichier.

8. Lorsqu'il existe entre deux ou plusieurs Etats contractants un traité, une convention ou un accord, contenant des dispositions qui soumettent l'attestation de la signature, du sceau ou timbre à certaines formalités, la présente Convention n'y déroge que si lesdites formalités sont plus rigoureuses que celle prévue aux articles 3 et 4.

9. Chaque Etat contractant prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses agents diplomatiques ou consulaires ne procèdent à des légalisations dans les cas où la présente Convention en prescrit la dispense.

10. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de la Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de l'Irlande, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Turquie.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

11. La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 10, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

12. Tout Etat non visé par l'article 10 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 11, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 15, litt. *d*). Une telle objection sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérent et les Etats n'ayant pas élevé l'objection contre l'adhésion, le soixantième jour après l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent.

13. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant signé et ratifié la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 11. Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant adhéré à la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 12.

14. La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 11, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

15. Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 10, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 12:

- a) les notifications visées à l'article 6, alinéa 2;
- b) les signatures et ratifications visées à l'article 10;
- c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa premier;
- d) les adhésions et objections visées à l'article 12 et la date à laquelle les adhésions auront effet;
- e) les extensions visées à l'article 13 et la date à laquelle elles auront effet;
- f) les dénonciations visées à l'article 14, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à l'Irlande, à l'Islande, au Liechtenstein et à la Turquie.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Dr. J. LÖNS

Pour l'Autriche:

Dr. GEORG AFUHS

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

Pour l'Espagne:

Pour la Finlande:

Pour la France:

ETIENNE COÏFDAN

le 9 octobre 1961

Pour la Grèce:

P. A. VERYKIOS

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pour l'Italie:

RAIMONDO GIUSTINIANI  
(sous réserve de la ratification)

le 15 décembre 1961

Pour le Japon:

Pour le Liechtenstein:

Pour le Luxembourg:

J. KREMER

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

Pour le Portugal:

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

A. N. NOBLE

19 th October 1961

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

M. SCHERLER

Pour la Turquie:

Pour la Yougoslavie:  
RADE LUKIC  
(sous réserve de la ratification)

ANNEXE A LA CONVENTION  
Modèle d'apostille  
L'apostille aura la forme d'un carré de 9 centimètres  
de côté au minimum

+-----+	
APOSTILLE	
(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)	
1. Pays: .....	
Le présent acte public	
2. a été signé par .....	
3. agissant en qualité de .....	
4. est revêtu du sceau/timbre de .....	
.....	
Attesté	
5. à ..... 6. le .....	
7. par .....	
8. sous N° .....	
9. Sceau/timbre: 10. Signature:	
.....	
.....	
+-----+ <sup>92</sup> ----- <sup>96</sup>	

TRADUZIONE NON UFFICIALE IN LINGUA ITALIANA

**Articolo 1**

La presente Convenzione si applica agli atti pubblici che sono stati redatti sul territorio di uno Stato contraente e che devono essere prodotti in un altro Stato contraente.

Sono considerati atti pubblici ai fini della presente Convenzione:

- a) i documenti che rilascia una autorità o un funzionario dipendente da una amministrazione dello Stato, compresi quelli formulati dal pubblico ministero, da un cancelliere, da un ufficiale giudiziario;
- b) i documenti amministrativi;
- c) gli atti notarili;
- d) le dichiarazioni ufficiali indicanti o una registrazione, un visto di data certa, una autenticazione di firma apposti su un atto privato.

Tuttavia la presente Convenzione non si applica:

- a) ai documenti redatti da un agente diplomatico o consolare;
- b) ai documenti amministrativi che si riferiscono ad una operazione commerciale o doganale.

**Articolo 2**

Ciascun Stato firmatario esime da legalizzazione gli atti quali si applica la presente Convenzione e che devono essere prodotti sul suo territorio. La legalizzazione ai sensi della presente Convenzione non richiede che una formula con la quale gli agenti diplomatici o consolari del paese sui cui

territorio l'atto deve essere prodotto, attestano l'autenticità della firma, la qualità dei firmatari, e, all'occorrenza, l'autenticità del sigillo o del timbro apposto sull'atto.

### **Articolo 3**

La sola formula che può essere richiesta per attestare l'autenticità della firma, la qualità dei firmatari e, all'occorrenza, l'autenticità del timbro o del sigillo apposto sull'atto, è l'apposizione della postilla indicata nell'art. 4, rilasciata dall'autorità competente dello Stato dove è emesso il documento.

Tuttavia la formalità menzionata nel comma precedente non può essere richiesta quando sia le leggi, i regolamenti, gli usi in vigore nello Stato ove l'atto è prodotto, sia un accordo tra due Stati o più Stati firmatari non la richiedono o dispensano l'atto da legalizzazione.

### **Articolo 4**

La postilla prevista dall'art. 3, comma primo, è apposta sullo stesso atto o su aggiunta: deve essere conforme al modello annesso alla presente Convenzione.

Tuttavia può essere redatta nella lingua ufficiale dell'autorità che la rilascia. Le annotazioni apposte possono essere redatte in una seconda lingua. Il titolo "APOSTILLE", (Convention de La Haye du 5 octobre 1961) deve essere scritto in lingua francese.

### **Articolo 5**

La postilla è rilasciata a richiesta del firmatario o di qualunque possessore dell'atto.

Debitamente compilata, attesta l'autenticità della firma, la qualità di chi ha firmato e, all'occorrenza, l'autenticità del sigillo o del timbro apposto sull'atto.

La firma, il sigillo o il timbro apposti sulla postilla sono esenti da altra attestazione.

### **Articolo 6**

Ogni Stato firmatario indicherà le autorità autorizzate a rilasciare la postilla di cui all'art. 3, comma primo.

Comunicherà questa designazione al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi al momento del deposito dello strumento di ratifica o di adesione o della dichiarazione di estensione. Comunicherà altresì ogni altra modifica nella designazione di dette autorità.

### **Articolo 7**

Ciascuna autorità designata conformemente all'articolo 6 deve tenere un registro o uno schedario dove annota le postille rilasciate indicando:

- a) il numero d'ordine e la data della postilla;
- b) il nome del firmatario dell'atto pubblico e la qualità in cui ha agito, o, per gli atti non firmati, l'indicazione dell'autorità che ha apposto il sigillo o il timbro.

A richiesta di ogni interessato, l'autorità che ha rilasciato la postilla è tenuta a controllare se le annotazioni indicate nella postilla corrispondono a quelle del registro o dello schedario.

### **Articolo 8**

Quando esiste tra i due o più Stati firmatari, un trattato, una convenzione o un accordo contenenti disposizioni che stabiliscono per l'autenticazione della firma, del sigillo o del timbro determinate formalità, la presente Convenzione non vi deroga salvo che dette formalità siano più severe di quelle previste agli artt. 3 e 4.

### **Articolo 9**

Ogni Stato firmatario adotterà le misure necessarie per impedire che i suoi agenti diplomatici o consolari non rilascino legalizzazioni nei casi in cui la presente Convenzione ne prescrive la deroga.

### **Articolo 10**

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentanti alla Nona Sessione della Conferenza del L'Aja di diritto internazionale privato come a quella dell'Irlanda, della Islanda, del Liechtenstein e della Turchia.

Essa sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli Esteri dei Paesi Bassi.

#### **Articolo 11**

La presente Convenzione entrerà in vigore sessanta giorni dopo il deposito del terzo strumento di ratifica previsto dall'art. 10 comma secondo.

La Convenzione entrerà in vigore, per ciascun Stato firmatario che ha ratificato in un secondo tempo, 60 giorni dopo il deposito del suo strumento di ratifica.

#### **Articolo 12**

Ogni Stato non indicato nell'art. 10 potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore, come detto nell'articolo 11, comma primo. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

L'adesione non avrà efficacia che nei rapporti tra lo Stato aderente e gli Stati firmatari che non avranno nulla eccezito entro il termine di sei mesi dalla notificazione di cui all'art. 15 lett. d). Una eventuale eccezione sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

La Convenzione entrerà in vigore tra lo Stato aderente e agli Stati che non hanno sollevato eccezione, 60 giorni dopo lo scadere del termine di sei mesi indicato nell'articolo precedente.

#### **Articolo 13**

Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione potrà dichiarare che la presente Convenzione si estende a tutti i territori che esso rappresenta in campo internazionale o ad uno o più di essi. Questa dichiarazione avrà efficacia al momento dell'entrata in vigore della Convenzione di detto Stato.

In seguito ogni estensione di efficacia come sopra specificata sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Quando la dichiarazione di estensione sarà fatta da uno Stato che ha firmato e ratificato la Convenzione, questa entrerà in vigore per i territori indicati secondo le disposizioni dell'art. 11.

Quando la dichiarazione sarà fatta da uno Stato che ha aderito alla Convenzione, questa entrerà in vigore per i territori indicati secondo le disposizioni dell'art. 12.

#### **Articolo 14**

La presente Convenzione avrà una durata di cinque anni a partire dalla data della sua entrata in vigore secondo l'art. 11, comma primo, anche per gli Stati che l'hanno ratificata o che vi hanno aderito successivamente.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente di cinque anni in cinque anni, salvo denuncia.

La denuncia sarà, almeno sei mesi dallo scadere del termine di cinque anni, notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Potrà essere limitata ad alcuni territori a cui si applica la Convenzione.

La denuncia non avrà efficacia che nei confronti dello Stato che l'ha notificata.

La Convenzione resterà in vigore tra gli Stati firmatari.

#### **Articolo 15**

Il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati indicanti nell'art. 10, come a quelli che avranno aderito conformemente alle disposizioni degli artt. 12 e 13:

- a) le comunicazioni indicate nell'art. 6, comma secondo;
- b) le firme e le ratifiche indicate nell'art. 10;
- c) la data in cui la Convenzione entrerà in vigore secondo le disposizioni dell'art. 11, comma primo;
- d) le adesioni e le eccezioni indicate nell'art. 12 e la data da cui dette adesioni avranno efficacia;

- e) le estensioni indicate nell'art. 13 e la data da cui avranno efficacia;
- f) le denunce indicate nell'art. 14, comma terzo.